GEORGES VALANCE

Petite histoire de la germanophobie

Flammarion

Extrait de la publication

GEORGES VALANCE

Petite histoire de la germanophobie

Elles sont sœurs, nées de la même terre, l'empire de Charlemagne. Pourtant elles ne cessent de s'observer, de se méfier l'une de l'autre, de s'envier, de s'aimer, de se haïr. Elles ? La France et l'Allemagne, les deux nations phares de l'Europe, qui se sont construites depuis toujours sur des modèles antithétiques : le royaume et l'empire. Est-ce pour cela que les Français et les Allemands ont tant de mal à se comprendre ?

Depuis les Croisades, les premiers reprochent aux seconds leur lourdeur, leur goût de l'ordre, une discipline glaçante, quoique fascinante. Les chroniques du Moyen Âge, les ambassades du Grand Siècle, les récits populaires et même la littérature (ce cher baron de Nücingen…) ont colporté des images des Allemands qui sont autant de clichés. Les anecdotes fourmillent, qui montrent à quel point ceux-ci sont vivaces, chez le soldat agonisant dans les tranchées comme chez nos présidents les plus lettrés. Car il n'est jusqu'à la langue et la syntaxe qui nous opposent, comme si le style français était exclusivement légèreté et brio…

Et l'inverse, la francophobie ? Et toutes les tentatives de rapprochement, les traités, les programmes interculturels, la pompe des commémorations, l'étrange sabir des diplomates, la volonté d'œuvrer à quatre mains pour construire une Europe pacifiée ?

Il fallait un auteur né dans les Vosges pour raconter cette histoire d'amour et de haine entre deux pays, en décrypter les moments clés, et proposer une généalogie vivante et incarnée d'une germanophobie qui affleure aujourd'hui plus que jamais.

Ancien directeur délégué de la rédaction de L'Express, *amateur d'histoire et d'économie, Georges Valance, prix Aujourd'hui 1990, est l'auteur d'une dizaine de livres dont, chez Flammarion, des biographies de Thiers, de Haussmann et de VGE.*

Flammarion

13-IX Création Studio Flammarion d'après une photo d'un casque de soldat allemand des collections de la Mairie de La Ferté-Gaucher (Seine et Marne).

Extrait de la publication

Petite histoire de la germanophobie

Georges Valance

Petite histoire de la germanophobie

Flammarion

© Flammarion, 2013
ISBN : 978-2-0813-3101-3

Extrait de la publication

À Anna,
Laure,
Raphaël

Extrait de la publication

Introduction

J'avais entre trois et quatre ans lorsque, au printemps 1945, armé d'un fusil fait d'un morceau de bois et d'une ficelle, j'allais viser les prisonniers allemands que gardaient des soldats américains dans un grand hangar de bois : « Vous avez brûlé ma maison ! Vous avez pris mon papa ! Je vais vous tuer ! » hurlais-je. La Wehrmacht avait incendié le bourg de Corcieux, dans les Hautes-Vosges, où je vivais, et mon père était en déportation depuis plusieurs mois. Les GI riaient et m'offraient du chocolat. Les Allemands se lamentaient : « La guerre, grosse malheur ! »

Est-ce l'effet de cette expérience d'enfant ? Plus tard, je n'ai cessé de m'intéresser à nos voisins allemands. Lycéen, puis étudiant, je passais mes grandes vacances outre-Rhin : je m'inscrivais à l'*Arbeitsamt*, le Pôle emploi local, comme *Gastarbeiter*, immigré recherchant du travail. Ma syntaxe allemande convenable et mon accent improbable étaient tels qu'on me prenait rarement pour un Français, mais plutôt pour un Nordique, ou un Allemand réfugié de Roumanie ou d'ailleurs en Europe orientale. Ce qui me permettait d'avoir avec les jeunes gens de mon âge ou leurs

parents des conversations d'autant plus sincères qu'elles étaient libérées des conventions de l'époque et affranchies des règles de l'amitié obligatoire, fruit de l'idéologie de la réconciliation entre Français et Allemands. Manœuvre de dernière catégorie dans une usine de Darmstadt en 1961, j'ai vécu l'organisation du travail des ateliers allemands où le « chef de machine » se conduit comme un véritable patron qui, en contrepartie, forme ses inférieurs.

Plus tard, j'ai été journaliste et j'ai réalisé de nombreux reportages en Allemagne, sans me départir de cette franchise de propos. J'en revenais toujours plus convaincu que les Allemands mettaient en pratique dans leur cœur le précepte de Gambetta à propos de l'Alsace-Lorraine : « Y penser toujours et n'en parler jamais. » Qu'ils n'ont jamais considéré les Français comme leurs vainqueurs en 1945, même s'ils ont une réelle tendresse pour notre pays. Qu'ils redeviendraient la première puissance européenne qu'ils n'auraient jamais dû cesser d'être sans le suicide des deux guerres mondiales. Que les préjugés restent profondément enracinés des deux côtés du Rhin, même si les crimes nazis et la défaite ont conduit les Allemands à les exprimer avec plus de retenue.

À franchise, franchise et demie. Mes interlocuteurs m'ont souvent surpris par leur sincérité. Tel ce haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères de Bonn à qui je demandai au printemps 1989 – le mur allait tomber sept mois plus tard – si, en cas de réunification, l'Allemagne demanderait une révision de la frontière Oder-Neisse avec la Pologne. Le dossier était plus que délicat pour un haut diplomate allemand. Il me répondit pourtant sans aucune gêne : « La frontière

Extrait de la publication

dans son ensemble, bien sûr que non. Mais nous pourrions demander des rectifications. Par exemple, sur la ville de Stettin qui a été donnée à la Pologne alors qu'elle est située sur la rive occidentale de l'Oder. » Ou ce grand banquier de Francfort que j'interrogeai en 1988, au sujet des conséquences d'une éventuelle réunification, sur le rapport des forces en Europe. Au lieu de s'indigner en me gratifiant d'un : « Voyons ! Ce n'est pas à l'ordre du jour, ou alors dans très, très longtemps », il me déclara avec une étonnante désinvolture : « La France, à la veille de la Première Guerre mondiale, pesait la moitié de l'Allemagne. Avec la réunification, elle reviendra à peu près à cette situation, voilà tout. »

Aujourd'hui, j'emmène régulièrement mes petits-enfants découvrir la modernité de Berlin, la sombre beauté de la Forêt-Noire, la folie des châteaux de Louis II de Bavière, le charme des bourgs de Poméranie épargnés par la guerre, la magie de la lande de Lüneburg (au sud-est de Hambourg), la convivialité des auberges de Rhénanie où l'on s'assied l'un à côté de l'autre au gré des arrivées. Parfois même, certains vous font l'honneur insigne de vous inviter à la table des notables ou des habitués, la *Stammtisch*, étymologiquement « la table de la tribu », sous des écriteaux taillés dans le bois annonçant « Table réservée aux pêcheurs, chasseurs, ramasseurs de champignons et autres menteurs ».

De ces multiples voyages à travers l'Allemagne, je retiens le plaisir, la fierté avec laquelle les habitants témoignaient de l'histoire franco-allemande en nous indiquant avec gourmandise des traces de la présence française. Près de Lübeck, un aubergiste nous a emmenés voir

Extrait de la publication

une borne qui, sous l'Empire napoléonien, marquait la frontière entre le dernier département français et la Prusse. Dans la région de Lüneburg, c'est la petite rivière qui servait de frontière avec l'Empire français que nous a montrée un jeune ingénieur en informatique. En Saxe, un cantonnier nous a indiqué la butte du haut de laquelle Napoléon avait dirigé la bataille de Bautzen les 20 et 21 mai 1813. Bataille victorieuse mais sans effet, puisqu'elle fut suivie cinq mois plus tard par le désastre de Leipzig. Dans le Mecklembourg, à l'extrême Nord de ce qui était l'Allemagne de l'Est, un hôtelier de la ville de Güstrow nous a raconté l'histoire de la pipe d'or offerte par les habitants au maréchal prussien Blücher le lendemain de la bataille de Waterloo.

Il est arrivé que l'accueil soit moins serein, surtout quand il était question de la dernière guerre. À l'image de ce retraité de Freudenstadt, dans la Forêt-Noire, qui nous dit avoir appris le français à l'école primaire au lendemain de la guerre, ajoutant sans regret apparent qu'il avait tout oublié. À la question : « C'était pendant l'occupation française ? », il répondit avec un sourire soudain sardonique : « L'occupation française ? Si vous voulez… » Il était clair que, dans son esprit, les Français n'appartenaient pas au clan des vainqueurs.

Voilà pourquoi j'ai toujours été fasciné par l'Allemagne, les Allemands et leur culture, mais aussi par le mystère de nos différences. Comment expliquer qu'à tous les âges je me sois senti à la fois si proche et si éloigné de mes interlocuteurs d'outre-Rhin, sûr qu'ils éprouvaient la même impression de leur côté ? Comment est-il possible que deux peuples issus du même Empire carolingien, qui se côtoient depuis si longtemps

Extrait de la publication

– y compris sur les champs de bataille –, qui appartiennent à la civilisation occidentale, demeurent aussi radicalement antinomiques ? Pourquoi ces deux voisins sont-ils toujours aussi « étrangers » les uns aux autres ?

Il se passe entre Français et Allemands un étonnant phénomène qui n'a pas lieu, par exemple, entre Français et Américains ni entre Français et Anglais. Avec les peuples anglo-saxons, nos relations sont stabilisées, en bien comme en mal, fondées sur des convictions réciproques, des intérêts fondamentaux communs et des préjugés admis une fois pour toutes. Avec les Allemands, rien de tel, sauf pour les clichés, toujours si vivaces. En soi, les écarts entre les deux peuples n'ont rien d'alarmant. Ils participent du sentiment de dépaysement qui fait le bonheur des voyageurs et de la confrontation des cultures qui enrichit l'esprit. Le problème vient de la singularité des liens entre la France et l'Allemagne : engagés dans la même ambition européenne, les deux pays portent à bout de bras ce projet dont dépendent la prospérité du continent et la paix. L'équilibre est fragile : on sent confusément qu'il ne faudrait pas grand-chose pour que ces relations amicales se retournent. Étonnante France qui voit des hommes politiques, des intellectuels, des grands patrons prôner dans les journaux la fusion des deux pays en une grande « Françallemagne » et, dans le même temps, au printemps 2013, le président de l'Assemblée nationale réclamer une « confrontation » avec l'Allemagne. Certes, le quatrième personnage de l'État pensait à une confrontation politique, mais il est des mots qu'il vaut mieux proscrire, surtout lorsque leur charge historique est si lourde. Ils alimentent une méfiance réciproque qui pollue une amitié sans cesse réaffirmée et nourrissent la

Extrait de la publication

vague de germanophobie qui gagne une grande partie de l'Europe depuis quelques années.

L'objet de ce livre n'est pas, bien sûr, de flatter ce dangereux sentiment, jamais totalement absent du cœur des Français, de même que la francophobie n'a pas totalement disparu de celui des Allemands. Mais de l'analyser, d'en raconter l'histoire, de décrire l'antagonisme plus que millénaire des deux peuples. Car tout traitement efficace exige d'abord un diagnostic adéquat.

Extrait de la publication

Chapitre premier

Une peur ancestrale

Bouvines, la bataille fondatrice

Dimanche 27 juillet 1214, entre dix heures du matin et le coucher du soleil. Dans la chaleur et la poussière d'un jour de moisson, près de cent mille chevaliers bardés de fer, arbalétriers et fantassins armés de piques, de pieux et de coutelas s'affrontaient sur le plateau de Bouvines. Aucun obstacle n'était là pour entraver le combat : ni haies, ni bosquets, ni maisons, ni fossés. C'était « un bel endroit pour se tuer » (« *dignus cede locus* »), écrira le chapelain Guillaume le Breton, témoin de la bataille et chroniqueur du roi de France Philippe Auguste.

Ce dernier faisait face à l'empereur germanique Othon IV et ses alliés flamands et anglais. La coalition, qui sera celle de Waterloo en 1815, était sûre de vaincre ce « petit roi » français, ce *regulus* – ainsi l'appelaient les juristes allemands, pour qui l'empire était investi d'une mission sacrée : régenter tous les royaumes de la chrétienté. La coalition était d'autant plus sûre d'elle que ses forces étaient trois fois plus nombreuses que celles du Capétien et que le plan d'Othon était

d'attaquer par surprise un dimanche, jour sacré. L'empereur, qui avait soigneusement organisé le dépeçage du royaume franc avec ses alliés, avait donné consigne de tuer Philippe Auguste au combat, et surtout de ne pas le faire prisonnier. Plus de roi, plus de royaume, plus de France. L'empire de Charlemagne renaîtrait.

Othon était venu régler le sort du Capétien et de son petit pays, magnifié par le faste impérial : casque d'or, armure et bouclier d'or (en vérité de bronze ou de fer dorés). Il était accompagné de sa garde saxonne et des quatre comtes palatins. Sa bannière le suivait, dressée sur un char tiré par quatre chevaux couverts de riches couvertures allemandes. « Il y avait dessus, rapporte la *Chronique de Flandre*, un aigle d'or de moult riche ouvrage, il avait les ailes étendues bien longues, et reluisait si fort qu'à peine le pouvait-on regarder. »

À midi en ce 27 juillet 1214, Othon crut avoir atteint son objectif : le roi de France était cerné par une forêt de piques brandies par des fantassins brabançons qui tentaient de l'agripper et de le désarçonner. Philippe se cramponnait, jusqu'au moment où son cheval perdit l'équilibre, trébucha et s'abattit. Le roi gisait à terre, son manteau bleu semé de fleurs de lys d'or traînait dans la poussière. Tout aurait été perdu si un groupe de chevaliers mené par Guillaume des Barres n'était venu à son secours et ne l'avait aidé à remonter à cheval. Soudain, Guillaume et ses compagnons se précipitèrent sur l'empereur. Un coup d'épée mal ajusté manqua Othon mais creva l'œil de son cheval qui, affolé de douleur, se cabra, pivota sur ses jarrets et emporta son cavalier vers l'arrière avant de s'écrouler, mort. Un chevalier allemand donna aussitôt son cheval à l'empereur, la chevauchée reprit et l'action se

retourna. Cet arrêt de quelques secondes avait suffi pour que Guillaume rattrape le fuyard. Il allongea le bras, empoigna la nuque de l'empereur et tenta de le désarçonner lorsque son propre cheval s'effondra à son tour : un Allemand l'avait éventré d'un coup de poignard. Fou de terreur, Othon quitta le champ de bataille et disparut au galop jusqu'à Valenciennes.

« Nous ne reverrons plus sa face aujourd'hui », s'exclama Philippe Auguste ce soir-là. Il avait fait ramasser sur le plateau de Bouvines l'aigle brisé du Reich, dont il envoya les morceaux à Frédéric de Hohenstaufen, le célèbre Frédéric II, candidat soutenu par la France, y compris financièrement, à la couronne impériale. Pour la première fois dans l'histoire, la France intervenait directement dans les affaires du Reich « disposant même, comme arbitre, de la dignité impériale [1] ». La France venait de faire son entrée sur la scène de la politique internationale.

Rarement une bataille aura eu tant de poids dans l'histoire. Car la bataille de Bouvines décida de l'avenir de trois pays pour plusieurs siècles : l'Angleterre, qui prit le chemin de la réforme la menant à la monarchie constitutionnelle ; la France, qui prit, au contraire, celui de la monarchie absolue et de la domination continentale ; l'Allemagne, qui prit celui d'une guerre intestine qui culminera avec la guerre de Trente Ans au XVIIe siècle.

En Angleterre, le roi Jean sans Terre, militairement et politiquement affaibli par sa propre défaite face au fils de Philippe Auguste et par celle de son allié, l'empereur Othon, fut confronté à une révolte de la noblesse

1. Georges Duby, *Le Dimanche de Bouvines*, Paris, Gallimard, 1973, p. 179.

Extrait de la publication

appuyée par la bourgeoisie qui ouvrit les portes de Londres à l'armée des rebelles. Le 15 juin 1215, il fut contraint d'apposer son sceau à la *Magna Carta*, la grande charte qui plaçait la loi au-dessus du pouvoir personnel du roi, assurant à tous les Anglais des garanties judiciaires contre un pouvoir arbitraire.

En France, la victoire de Bouvines permit au roi d'affermir son autorité à l'intérieur, sur les féodaux, et à l'extérieur, sur les puissances européennes. Deux historiens, le Français Jacques Morizet et l'Allemand Horst Möller, ont ainsi pu écrire de concert : « La dynastie capétienne, étouffée dans les limites du Valois, n'a pu s'affirmer qu'en s'opposant au pouvoir tout-puissant de l'empire. Bouvines est, de ce point de vue, un symbole [1]. »

À l'époque déjà, la victoire de Bouvines ne fut pas seulement perçue comme celle d'un roi sur un autre, mais comme celle des Français sur les Allemands. Selon la *Chronique de Lautersberg*, elle avait même ridiculisé le nom allemand parmi les Gaules [2]. Guillaume le Breton, lui, donna à ses deux récits de Bouvines, l'un en prose, l'autre en vers latins, des accents chauvins qui en font les premiers exemples d'une littérature germanophobe qui aura de beaux jours devant elle. « Les Teutons sont réellement inférieurs aux Français et aucune comparaison n'est possible entre eux dans les exercices de Mars […]. La violence allemande est dominée par la valeur française. » La « valeur », synonyme de courage, est opposée à la « violence », évidemment sauvage. Et le chapelain de Philippe Auguste

1. Jacques Morizet et Horst Möller, *Allemagne-France, lieux et mémoires d'une histoire commune*, Paris, Albin Michel, 1995, p. 9.
2. Georges Duby, *Le Dimanche de Bouvines*, *op. cit.*, p. 191.

attribuait un rôle mineur aux combattants anglais et flamands car il entendait faire de cette bataille le grand affrontement entre le royaume de France et l'Empire germanique, le combat fondateur de la conscience nationale française, de la fusion entre la monarchie victorieuse et la nation face à une menace extérieure.

Il illustrait la victoire de ce combat par le récit du retour triomphal de Philippe Auguste à Paris : « Qui pourrait dire ni décrire en parchemin les applaudissements joyeux, les hymnes de victoire, les innombrables danses de joie des populations […], les chants des clercs, le carillon des cloches dans les églises ; les rues et les maisons des bonnes villes étaient tendues de courtine et d'étoffes de soie […], tout le peuple haut et bas, hommes, femmes, vieux et jeunes accouraient à grandes compagnies aux passages et aux carrefours des chemins. »

Il faudra attendre le 11 novembre 1918 et la Libération de Paris en 1944 pour retrouver une telle euphorie populaire et un tel consensus national.

Deux nations sœurs

La victoire de Bouvines scella la longue gestation de deux nations sœurs, la France et l'Allemagne, issues de l'éclatement de l'empire de Charlemagne et destinées à s'affronter pendant plus d'un millénaire. Cette gestation avait été amorcée quelques décennies après la mort de Charlemagne en 814 et marquée par deux événements : le serment de Strasbourg, en 842, et le traité de Verdun, l'année suivante.

Au IXe siècle, l'empire de Charlemagne n'était ni la France ni l'Allemagne telles que nous les connaissons.

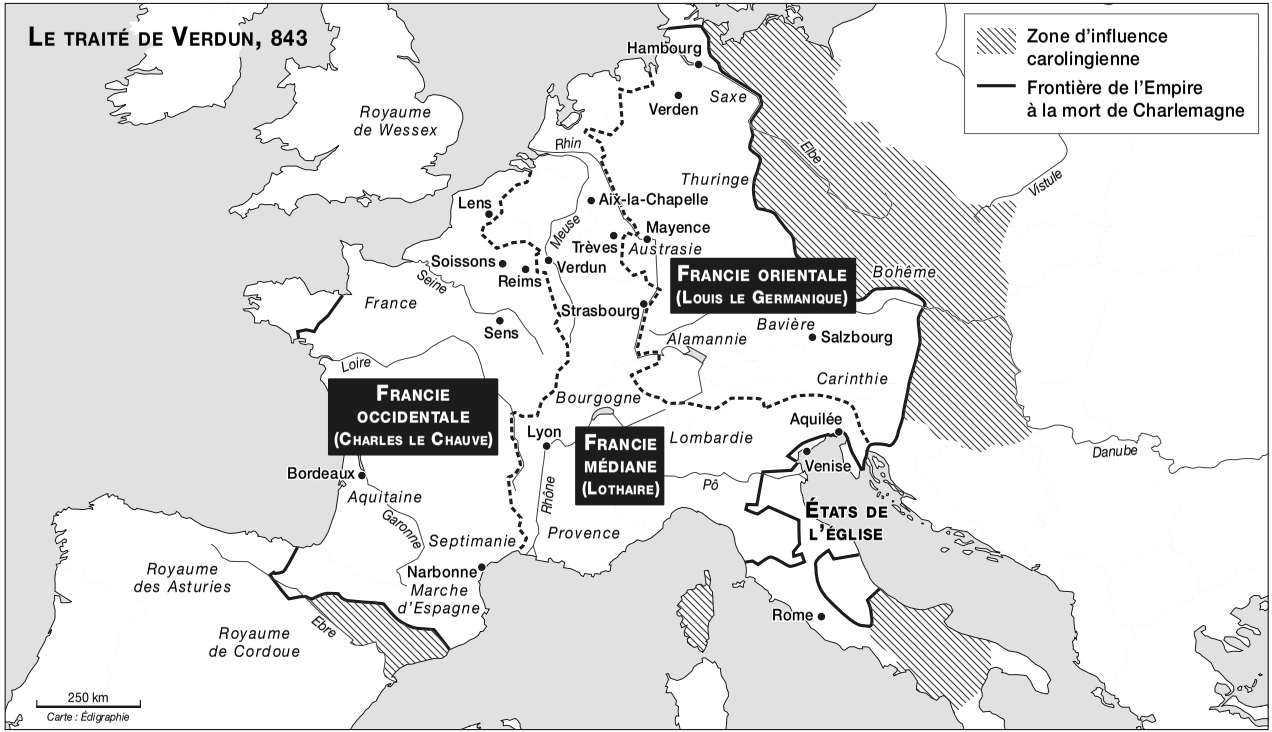
Extrait de la publication

Aucune de ces entités n'existait. C'était le « royaume des Francs », le *Regnum Francorum*, édifié sur les ruines de l'Empire romain par Clovis et ses descendants puis considérablement agrandi grâce aux campagnes militaires de Charlemagne, qui n'était ni un Français ni un Allemand, mais un Franc s'exprimant en latin ou en francique. Charlemagne avait même fait rédiger une grammaire de l'idiome de son peuple, de son *Stamm*, sa tribu originaire. En 800, Charlemagne avait reçu la couronne impériale à Rome et, à sa mort, l'empire mesurait près de 1 600 km² dans trois sens : de l'Atlantique aux plaines magyares, de l'Oder à l'Èbre, de la Baltique à la Campanie. Cet empire était beaucoup trop vaste eu égard aux moyens de communication de l'époque, à la multiplicité des peuples qui y avaient été réunis par la force, à la diversité de leurs cultures et de leurs langues. Son démembrement était inévitable.

Il fut l'œuvre des petits-fils de l'empereur, Lothaire, Charles et Louis (surnommés plus tard par les historiens Charles le Chauve et Louis le Germanique) à travers une série d'épisodes, retournements, trahisons et compromis, dont le serment de Strasbourg et le traité de Verdun, qui initièrent le processus de création des deux nations française et allemande sur le plan linguistique et territorial.

En février 842, Charles le Chauve et Louis le Germanique, en guerre contre leur frère aîné, Lothaire, qui détenait le titre d'empereur, réunirent leurs deux armées aux portes de Strasbourg et prêtèrent serment d'alliance face à elle, Charles en langue germanique afin d'être compris par les soldats de Louis, et ce dernier en roman pour être entendu des soldats de Charles. Ainsi s'esquissa une partition linguistique qui fut bientôt renforcée par une partition territoriale.

Extrait de la publication



Extrait de la publication

En août 843, à Verdun, les trois frères divisèrent l'empire de Charlemagne en trois territoires : la Francie orientale, attribuée à Louis, située à l'Est du Rhin (mais comprenant trois comtés sur la rive gauche, notamment pour sa « provision de vin ») ; la Francie occidentale, attribuée à Charles ; et, entre les deux, la Francie médiane, qui allait de la Frise à la Campanie et qui devint la Lotharingie. Les historiens verront souvent dans le traité de Verdun l'acte de naissance de la France et de l'Allemagne. « En dépit de remaniements ultérieurs (comme l'éclatement de la Lotharingie) ce traité resta pour plus d'un millénaire la charte territoriale de l'Europe [1] », confirme l'historien Louis Halphen.

Le *Regnum Francorum* subsistait au moins formellement, c'est pourquoi chacun des trois frères s'intitula roi des Francs. Lothaire, lui, se vit confirmer son titre d'empereur de l'ensemble et attribuer les deux capitales, Rome et Aix-la-Chapelle. Mais quelques années plus tard, en décembre 875, Charles le Chauve prit le titre et fut sacré à Rome empereur des Romains, avec le cérémonial qui avait été réservé à son grand-père Charlemagne. Cependant, les contemporains ne s'y trompaient pas, l'empire des Francs était bien moribond. Le poète Florus de Lyon écrivit ainsi une *Déploration sur la division de l'empire* :

Monts et collines, forêts et fleuves, fontaines,
Et rivières jaillissantes, vallées profondes,
Pleurez sur la race des Francs qui, par don du Christ,
Élevée au rang d'empire, est réduite ce jour en poussière.

1. Louis Halphen, *Charlemagne et l'Empire carolingien*, Paris, Albin Michel, 1947, p. 314.

> Le nom et la gloire de l'empire sont perdus. Les royaumes jusqu'alors unis ont été déchirés en trois parts. Au lieu d'un roi, un roitelet ; au lieu d'un royaume, des fragments de royaume [1].

Il fallut attendre la mort du dernier Carolingien de Germanie en 911 pour que disparaisse définitivement le *Regnum Francorum*. Au lieu d'aller quérir un héritier de la dynastie carolingienne en Francie occidentale, les ducs des divers *Stämme* germaniques – Saxons, Souabes, Frisons, Bavarois, etc. – décidèrent de rester groupés et d'élire un des leurs, Conrad, duc de Franconie, comme roi et non comme empereur. Peu après, la Germanie abandonna le nom de Francie orientale pour recevoir celui de *Regnum Teutonicorum*. La Francie occidentale devint la France, et la Francie médiane, la Lotharingie. L'historien allemand Eugen Ewig concluait ainsi cette évolution : « Conrad, mettant fin à l'histoire franque, introduisit l'histoire d'Allemagne [2]. » Et dialectiquement, il introduisait aussi l'histoire de France, quoique avec un temps de retard.

Ce n'est qu'après la mort du dernier roi carolingien français et l'élection au trône d'Hugues Capet en 987 que les deux pays auront une histoire séparée. En 978, l'empereur Othon II s'immisçait encore dans les affaires intérieures du royaume : il vint camper sur la colline de Montmartre à la tête de ses troupes, avant d'entamer une retraite que le mauvais temps transforma en

1. Cité par Pierre Riché dans *Les Carolingiens, une famille qui fit l'Europe*, Paris, Hachette, 1983, p. 170.

2. Peter Rassow, *Histoire de l'Allemagne, des origines à nos jours*, trad. de l'allemand par Louis Berger et Pierre Kamnitzer, Roanne, Horvath, 1969, p. 123.

Extrait de la publication

débâcle. Cette guerre dynastique révélait les prémices d'un sentiment national français et antiallemand qu'une chronique du temps soulignait ainsi : « Après cela, ni Othon, ni son armée ne s'avisèrent plus de revenir en France. » La prédiction était pour le moins aventureuse, néanmoins l'historien allemand Karl Ferdinand Werner observe : « Les deux royaumes ont pris désormais un chemin qui les éloignera de plus en plus [1]. » Et qui les opposera durant plus de mille ans.

La petite France face au grand Reich

Dès la fin du Xe siècle naquirent donc deux pays dans l'Europe. D'un côté, un empire qui revendiquait l'héritage de l'Empire romain et celui de Charlemagne. C'était un immense territoire, qui s'étendait de la Baltique à la Campanie, de la mer du Nord aux montagnes de Bohême et aux plaines hongroises, avec, à l'Est, une grande réserve de terres encore à peine colonisées. C'était un empire multinational qui réunissait des Germains, des Italiens, des Magyars, des Slaves, et des anciens Gallo-Romains en Lorraine et dans les royaumes de Bourgogne et d'Arles. Enfin, c'était un empire dont la dimension religieuse était fondamentale puisqu'il aspirait à régenter toute la chrétienté.

En face, le royaume de France était étroit, pris en étau entre l'océan et la Meuse, et le roi y était encore moins puissant et moins riche que certains de ses féodaux. Son destin semblait être de réintégrer un jour,

1. Karl Ferdinand Werner, *Histoire de France*, t. 1, *Les Origines* [1984], Paris, Le Livre de poche, 1995, p. 557.

nolens volens, le grand empire. L'histoire allait pourtant contredire très vite cette impression : rapidement, le « petit » s'imposa face au « grand » et les deux nations sœurs, à peine constituées, devinrent antagoniques.

Que les monarques des deux États s'affrontent pour s'emparer d'une Lotharingie invivable n'étonne guère : la curée avait commencé au temps du *Regnum Francorum*, et le royaume de Lothaire avait changé de mains à plusieurs reprises jusqu'à ce qu'Othon l'annexe en 925 et que la France n'ait de cesse de tenter de le récupérer, morceau après morceau. Cette rivalité relevait des rapports de force classiques entre pays et dynasties.

La séparation

La rapidité du divorce des deux empires sur les plans linguistique, culturel et « sociétal » fut beaucoup plus inattendue. Le serment de Strasbourg avait montré que les soldats de l'Ouest ne comprenaient que le roman, et ceux de l'Est, la langue tudesque. Dans son célèbre ouvrage sur la France paru en 1931, l'universitaire allemand Ernst-Robert Curtius, l'ami d'André Gide, pouvait ainsi écrire : « Hugues Capet fut le premier roi dont nous savons avec certitude qu'il ne comprenait par le francique [le dialecte germanique des Francs]. Il est à proprement parler le premier roi "français" [1]. » Curtius remarquait également que la conquête de Jules César entraîna la romanisation des Gaulois, les vaincus,

1. Ernst-Robert Curtius, *Essai sur la France* [1930], trad. de l'allemand par Jacques Benoist-Méchin, Paris, Grasset, 1932, p. 125.

Extrait de la publication

N° d'édition : L.01EHBN000617.N001
Dépôt légal : septembre 2013

Extrait de la publication